



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération
Département du pilotage de la mobilité
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955

Note de mobilité
SG/SRH/SDCAR/2021-608
05/08/2021

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidature : 7 postes au deuxième cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Conservatoire du littoral:

- 1 poste de rédacteur des marchés publics (H/F)

Date limite de candidature : 15/09/2021

FranceAgriMer :

- 1 poste de médecin du travail – responsable du service de médecine de prévention du site l'Arborial (H/F)

Date limite de candidature : 31/08/2021

Institut National de l'Information Géographique et forestière

- 1 poste de consultant référent en conseil et AMOA (H/F)

Date limite de candidature : 31/08/2021

- 1 poste de chef de projet SIRH (H/F)

Date limite de candidature : 31/08/2021

- 1 poste de chargé du suivi contractuel des marchés de production (H/F)

Date limite de candidature : 31/08/2021

- 1 poste de chargé du suivi contractuel des marchés de sous-traitance informatique (H/F)

Date limite de candidature : 31/08/2021

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)

- 1 poste de responsable d'Ingénieur(e) territorial(e) – Site de Tours

Date limite de candidature : 05/09/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent Belleguic

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

**Rédacteur des marchés publics (F/H)
au sein du secrétariat général
service budget et commande publique à Rochefort (17)**

Poste à temps complet de catégorie B ou C ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- Aux agents contractuels en CDI bénéficiaire déjà du quasi-statut, (décret n° 2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 205 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de mettre en œuvre la politique foncière, négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Actuellement, 75 projets du Conservatoire font actuellement l'objet d'un financement à hauteur de 25 millions d'euros au titre du plan de relance sur l'axe biodiversité sur les territoires, prévention des risques et renforcement de la résilience. Ils s'ajoutent à l'activité habituelle.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

Au sein du secrétariat général, le service budget et commande publique est en charge du pilotage budgétaire, du contrôle de gestion, de la commande publique et de l'achat durable. Il est aujourd'hui composé de 8 agents : un chef de service, une adjointe, un responsable de la commande publique et cinq assistants administratifs.

Au titre de la commande publique, l'équipe dédiée assure les phases de conseil en amont des consultations, de rédaction, de publicité et d'attribution des procédures de commande publique et leur exécution administrative (avenants).

Description des missions

Le rédacteur marchés publics conseille en tant que de besoin les différents services supports et opérationnels (Métropole et Outre Mer) sur les procédures de commande publique à privilégier et vérifie au plan réglementaire et administratif les procédures et les pièces.

A ce titre, il exerce les activités principales suivantes :

- examen des devis et des cahiers des charges en partenariat avec le service prescripteur ;
- rédaction et validation des pièces administratives des marchés ;
- rédaction et diffusion des avis d'appel public à concurrence selon la procédure adoptée via PLACE ;
- participation à l'optimisation des achats (négociation, plan d'actions achats, sourcing achats...);
- participation à la rédaction des guides de procédures visant à la sécurisation des processus ;
- contrôle des rapports d'analyse des offres ;
- organisation et tenue des commissions internes des marchés ;

- constitution des dossiers pour le contrôleur budgétaire de l'établissement ;
- notification des marchés ;
- gestion des avenants ;
- réalisation des engagements dans le logiciel GBCP ;
- archivage périodique.

Il est précisé que 80% des marchés conclus sont des marchés de travaux (terrains et bâti) et 15% des marchés de maîtrise d'œuvre.

Il peut être sollicité pour concourir aux activités budgétaires du service. Il peut être mobilisé à titre de renfort ponctuel (pic d'activité, absences...) dans le cadre de l'activité des autres services du secrétariat général, en particulier le service des affaires financières en charge de la liquidation des factures. A ce titre, il peut être amené acquérir et maintenir les compétences nécessaires.

Comme tout agent du secrétariat général, il peut enfin être sollicité à titre provisoire et de manière ponctuelle pour un appui au sein de l'unité administration générale (UAG).

Profil et compétences requises

- Connaissances de la réglementation des marchés publics et de la comptabilité publique souhaitées ;
- Compétences d'acheteur public appréciées, notamment dans la démarche de plan d'actions achats ;
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode requises ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe requises ;
- Maîtrise de l'outil informatique souhaitée (Excel, Word)
- Connaissance des logiciels métiers appréciées (Win-M9, PLACE, ORME).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le rédacteur marchés publics est placé sous l'autorité hiérarchique du responsable du service budget et commande publique et l'autorité fonctionnelle du responsable de la commande publique. Il est en relation fonctionnelle avec les délégations de rivières et les services centraux de l'établissement.

En externe, il est en relation avec le contrôle budgétaire, la Direction des achats de l'Etat et les prestataires de services et de travaux.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie B ou C expérimentés dans le domaine administratif, à temps complet ouvert uniquement :

- aux agents fonctionnaires dans le cadre d'un détachement sur contrat de 3 ans
- aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir dès que possible. Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature : CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires (l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le 15 septembre 2021 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr.

Renseignements sur le poste (Pas de candidatures à ces adresses)

David RULIER, responsable Commande publique - 05 46 84 72 81 - d.rulier@conservatoire-du-littoral.fr

Sylvain VERDIER, responsable du service budget et commande publique 05 46 84 72 94

s.verdier@conservatoire-du-littoral.fr

Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines : 05 46 84 72 67

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Médecin du travail, responsable du service de médecine de prévention du site de l'Arborial

FranceAgriMer – ODEADOM – INAO – ASP – ONF

N° appel à candidature : 20230

Catégorie : Catégorie A+ (Encadrement supérieur)

Filière d'emploi : 18 – Ressources Humaines

Poste vacant au 1^{er} janvier 2022

Localisation : MONTREUIL

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Situé à Montreuil (93), le bâtiment Arborial accueille plus de 1 000 agents publics employés par plusieurs organismes publics placés sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de l'alimentation :

- FranceAgriMer, établissement des produits de l'agriculture et de la mer ;
- l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (ODEADOM) ;
- l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) ;
- l'Agence de services et de paiement (ASP) ;
- l'Office national des forêts (ONF).

Les agents du site bénéficient de plusieurs services mutualisés dont la gestion est assurée en pratique par FranceAgriMer, principal occupant du bâtiment.

Composé d'un médecin du travail (objet du présent recrutement) et d'une infirmière et doté de locaux adaptés au sein du bâtiment, le service de médecine de prévention de l'Arborial a pour rôle de conduire les actions de santé au travail, dans le but de préserver la santé physique et mentale des agents des différents établissements du site.

Objectifs du poste

Définir et mettre en œuvre une politique de prévention permettant d'éviter toute altération, du fait de leur

activité professionnelle, de la santé des agents publics de FranceAgriMer, de l'ODEADOM, de l'INAO, de l'ASP et de l'ONF présents sur le site de l'Arborial.

Missions et activités principales :

Le service de médecine de prévention, dont le rôle principal est de contribuer à éviter l'altération de l'état de santé (physique ou psychologique) des agents du fait du travail, agit selon deux modalités prévues par la réglementation en vigueur (décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique) :

- L'activité au cabinet médical :
 - Visites médicales périodiques ;
 - Surveillance médicale renforcée (postes à risque ou personnes à risque) ;
 - Visites médicales à la demande des agents ;
 - Examens complémentaires et vaccinations.
- L'action sur le milieu de travail :
 - Participation aux instances dédiées par chaque établissement du site à la prévention des risques professionnels (CHSCT et groupes de travail qui en émanent) ;
 - Participation aux commissions institutionnelles en lien avec la santé, la prévention ou le bien-être au travail ;
 - Actions propres : visites de locaux, de postes individuels de travail, interventions auprès des services pour les problématiques individuelles ou collectives détectées au cours des entretiens avec les agents ou avec les administrations.

Le médecin du travail, chef du service de médecine de prévention de l'Arborial, conseille les dirigeants des établissements du site sur l'amélioration des conditions de vie au travail et le traitement de certaines situations individuelles.

Il établit un bilan annuel de son action et de celle du service qu'il présente devant les instances dédiées.

Il est responsable de l'actualisation et de la conservation des dossiers médicaux individuels des agents, dans le respect du secret médical et des règles de confidentialité.

Il est responsable du bon fonctionnement du service de prévention et assure l'encadrement de l'infirmière. Il dispose de locaux adaptés à l'exercice de ses missions au sein du bâtiment (cabinet médical, salle de repos).

Relations fonctionnelles du poste :

Le médecin du travail, responsable du service de médecine de prévention est en contact avec :

- Tous les agents de FranceAgriMer, de l'ODEADOM, de l'INAO, de l'ASP et de l'ONF présents sur le site de l'Arborial ;
- Les dirigeants, secrétaires généraux et directeurs des ressources humaines des établissements concernés ;
- Les représentants des personnels des établissements dans le cadre des instances dédiées ;
- D'autres acteurs de la prévention en milieu professionnel (ISST, conseillers de prévention, assistante sociale...).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Réglementation relative à la préservation de la santé au travail dans la fonction publique
- Organisation du travail, domaine de la

Savoir-faire / Maîtrise

- Anticiper et alerter sur une situation à risque
- Élaborer et proposer une étude
- Évaluer une situation et les risques inhérents

<p>psychologie du travail, de l'ergonomie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des conditions relatives à la santé et à la sécurité au travail dans son ministère - Droit de la santé, de la sécurité au travail et de la protection sociale - Techniques d'analyse des risques et d'analyse des accidents 	<ul style="list-style-type: none"> - Autonomie, rigueur et réactivité - Capacités d'expertise, d'analyse et de synthèse - Qualités rédactionnelles - Aptitude à communiquer efficacement - Maîtrise des outils bureautiques
<p>Diplôme – Expérience professionnelle</p> <p>Obtention du diplôme de docteur en médecine spécialité en santé du travail</p>	
<p>Contraintes du poste :</p> <p>Pas de contraintes particulières</p>	
<p>Poste clé¹ :</p>	<p>Oui Non ☒</p>
<p>Poste à caractère sensible² :</p>	<p>Oui Non ☒</p>
<p>Poste à privilèges³ :</p>	<p>Oui Non ☒</p>
<p>Personnes à contacter</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jean-François KUNTGEN, secrétaire général de FranceAgriMer (Tél: 01.73.20.46 / jean-francois.kuntgen@franceagrimer.fr) ; - Marc CASTAINGS, secrétaire général adjoint de FranceAgriMer (Tél: 01.73.30.24.30 / marc.castaings@franceagrimer.fr) ; - Philippe LE FAUCHEUR, chef du service des ressources humaines de FranceAgriMer (Tél : 01.73.30.24.00 / philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr). 	
<p>Conditions de travail</p> <p><i>Le médecin du travail, responsable du service de médecine de prévention, peut exercer ses fonctions à temps partiel.</i></p> <p><i>La gestion de son dossier et de sa rémunération est assurée par FranceAgriMer, principal occupant du site et le secrétariat général de FranceAgriMer est son interlocuteur privilégié pour toute question matérielle ou organisationnelle touchant à l'organisation du service.</i></p> <p><i>Le site de l'Arborial est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i></p> <p><i>Il dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein d'un bâtiment moderne.</i></p> <p><i>Le titulaire du poste aura également la possibilité de bénéficier des prestations du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i></p>	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/08/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

OFFRE D'EMPLOI

Consultant référent en conseil et AMOA (F/H)

à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

(Fonctionnaire titulaire de catégorie A ou CDD 3 ans)

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt.

Sa vocation est de produire, représenter et diffuser des données de référence relatives à la connaissance du territoire national ainsi qu'aux forêts françaises et leur évolution.

Les principales données de l'Institut sont disponibles en ligne sur le site Géoportail et depuis 2021 en accès libre et gratuit. Les productions de l'IGN sont tournées vers l'appui aux politiques publiques : environnement, aménagement du territoire, ville durable, prévention des risques, agriculture, armées....

Dans un nombre croissant de domaines, l'IGN développe des productions collaboratives avec des collectivités locales et des communautés d'acteurs publics, privés ou citoyens.

Grâce à son école d'ingénieur, ENSG-Géomatique, et à ses équipes de recherche pluridisciplinaires, l'Institut dispose d'un potentiel d'innovation de haut niveau dans de multiples domaines (géodésie, forêt, photogrammétrie, intelligence artificielle, analyse spatiale, visualisation 3D, etc.). L'IGN s'appuie sur plus de 1 500 agents, actifs dans l'ensemble des régions.

Quel est le contexte du poste ?

Au sein du Service des projets et des prestations (SPP) de l'IGN, le Département de conseil et d'AMOA est chargé de réaliser des études de conseil auprès des utilisateurs potentiels en vue de les aider à préciser leurs besoins (assistance à maîtrise d'ouvrage – AMOA) et d'emporter l'adhésion des partenaires vers un projet de l'IGN.

En lien avec la Direction des systèmes d'information (DSI) et la Direction des opérations et des territoires (DOT), il réalise des études d'opportunité, des prestations intellectuelles de type audit, expertises, AMOA, formation adaptée à la demande, notamment des pilotes de programme de la Direction des programmes et de l'appui aux politiques publiques (DP) et des responsables thématiques du Service des partenariats et des relations institutionnelles. Il contribue au montage technique des projets en assurant l'assistance technique des chefs de projets métier du SPP ou d'un tiers et contribue aux projets.

Quelles seront vos missions ?

Le consultant référent en Conseil et AMOA garantit l'expertise de l'IGN auprès des acteurs de l'information géographique et permet d'apporter des solutions pertinentes à leurs besoins. Il a la charge de coordonner fonctionnellement des prestations de conseil, d'audit et d'expertise au sein du département.

Plus particulièrement, vous aurez pour mission de :

- Assurer et coordonner de manière fonctionnelle des prestations de conseil, d'audit et d'expertise auprès de clients / partenaires externes
- Assurer et coordonner de manière fonctionnelle des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de clients / partenaires internes ou externes

- Superviser fonctionnellement des consultants
- Apporter un appui organisationnel et méthodologique aux consultants
- Identifier et relayer au sein de la DP les besoins de clients / partenaires internes ou externes pouvant être satisfaits avec les capacités existantes (services existants, produits existants,...)
- Identifier et relayer au sein de la DP les besoins nouveaux de clients / partenaires internes ou externes nécessitant de développer de nouvelles capacités (services, produits,...)
- Faire de la veille technologique pour étudier les opportunités d'innovation technologique

Qui êtes-vous ?

Vous connaissez les SIG, les bases de données, les géoservices et la modélisation de données. Vous savez piloter et organiser un projet d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Vous avez de l'expérience en tant que chef de projet, analyste ou consultant. Vous savez organiser et animer des réunions et/ou des groupes de travail, et superviser fonctionnellement des collaborateurs.

Vous aimez réaliser des audits, analyser des résultats, établir des scénarios et des préconisations, mener une veille sur votre domaine d'activité, rédiger des rapports.

Vous appréciez travailler avec des clients externes, aux profils variés, vous aimez le travail en équipe et vous disposez d'une bonne qualité d'expression, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Vous êtes reconnu pour votre sens de l'analyse, de l'organisation mais aussi pour votre aisance relationnelle et votre capacité à faire adhérer.

Des déplacements en province et dans les DOM sont à prévoir.

Le poste est à pourvoir par un fonctionnaire de catégorie A, ou par un contractuel sur la base d'un contrat public de trois ans, renouvelable. Il est à pourvoir dès que possible.

La rémunération sera fonction du diplôme et de l'expérience du profil retenu.

Le poste est situé à Saint Mandé, dans les locaux de l'IGN situés au 73 avenue de Paris (proximité métro ligne 1 et RER A).

Pourquoi nous rejoindre ?

L'IGN est riche de la diversité de ses métiers. Si vous avez une appétence pour les sujets d'innovation, que vous êtes curieux, et avez le sens du service public, participez au développement de l'IGN d'aujourd'hui et de demain !

En rejoignant l'IGN, vous travaillerez en équipe, dans une structure à taille humaine où tout le monde se connaît, où la vie associative, sportive, culturelle et sociale est riche et diversifiée, et dans un environnement agréable.

Comment postuler ?

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

en précisant impérativement la référence : **CCL_CONS_REF**

Renseignements techniques : Matthieu LE MASSON : 01 43 98 81 07

Renseignements administratifs : Cécile CLAYTON : 01 43 98 81 21

OFFRE D'EMPLOI

Chef de projet SIRH (F/H)

à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

(Fonctionnaire titulaire de catégorie A ou CDD 3 ans)

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt.

Sa vocation est de produire, représenter et diffuser des données de référence relatives à la connaissance du territoire national ainsi qu'aux forêts françaises et leur évolution.

Les principales données de l'Institut sont disponibles en ligne sur le site Géoportail et depuis 2021 en accès libre et gratuit. Les productions de l'IGN sont tournées vers l'appui aux politiques publiques : environnement, aménagement du territoire, ville durable, prévention des risques, agriculture, armées...

Dans un nombre croissant de domaines, l'IGN développe des productions collaboratives avec des collectivités locales et des communautés d'acteurs publics, privés ou citoyens.

Grâce à son école d'ingénieur, ENSG-Géomatique, et à ses équipes de recherche pluridisciplinaires, l'Institut dispose d'un potentiel d'innovation de haut niveau dans de multiples domaines (géodésie, forêt, photogrammétrie, intelligence artificielle, analyse spatiale, visualisation 3D, etc.). L'IGN s'appuie sur plus de 1 500 agents, actifs dans l'ensemble des régions.

Quel est le contexte du poste ?

La Direction des ressources humaines (DRH) a pour mission la gestion des ressources humaines dans toutes ses composantes : pilotage RH, budget RH, gestion administrative (paie, carrière) et prospective des ressources humaines (GPEEC, recrutement, mobilité interne et externe, formation continue), dialogue social, action sociale et prévention.

La direction est composée de 3 services : le service du personnel (SPER), le service de l'action sociale et de la prévention (SASP), le service recrutement emploi formation (SREF).

Le Service du personnel (SPER) est chargé de la gestion administrative des personnels de l'IGN depuis le recrutement jusqu'à la cessation de fonction, de la programmation et du suivi d'emploi et de la masse salariale, de la responsabilité fonctionnelle du Système d'information ressources humaines (SIRH).

Quelles seront vos missions ?

Dans le cadre d'un projet de rénovation du SIRH, le chef de projet SIRH conduit l'analyse des besoins RH dans toutes ses dimensions (gestion administrative, paie, pilotage des effectifs et de la masse salariale, la gestion des compétences et des carrières, gestion des temps et activité...).

Il réalise une étude comparative des différentes solutions (montée de version du progiciel, solution interministérielle...), pilote les phases du projet jusqu'à la mise en production du nouveau SIRH y compris dans sa dimension accompagnement du changement.

Plus particulièrement, vous aurez pour mission de :

- Analyse des besoins métiers RH en matière de SIRH (gestionnaire, encadrants, agents) ;

- Analyse comparée des différentes solutions outils (version e5/4you de Pléiades, solution interministérielle RenoiRH, autres...) et identification des besoins en accompagnement du changement induits par les différentes solutions ;
- Pilotage de la montée de version ou du changement de SIRH : analyse des fonctionnalités spécifiques afin de déterminer leur report ou le retour au standard ;
- Pilotage de la migration des données dans le nouveau SIRH et du paramétrage des règles de gestion ;
- Pilotage du déploiement : accompagnement du changement, définition des besoins en formation, organisation des formations ;
- Organisation et animation de comités de pilotage.

Qui êtes-vous ?

Vous connaissez les règles de gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique d'Etat. Vous savez piloter, organiser et assurer le suivi d'un projet relatif au système d'information.

Vous savez organiser et animer des réunions et/ou des groupes de travail, travailler en transversalité et superviser fonctionnellement des collaborateurs. Vous avez de l'expérience en conduite du changement.

Vous aimez réaliser des audits, analyser des résultats, établir des scénarios et des préconisations, rédiger des rapports d'aide à la décision.

Vous appréciez travailler avec des interlocuteurs aux profils variés, vous aimez le travail en équipe et vous disposez d'une bonne qualité d'expression, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Vous êtes reconnu pour votre sens de l'analyse, de l'organisation mais aussi pour votre aisance relationnelle et votre capacité à faire adhérer.

Le poste est à pourvoir par un fonctionnaire de catégorie A, ou par un contractuel sur la base d'un contrat public de trois ans, renouvelable. Il est à pourvoir dès que possible.

La rémunération sera fonction du diplôme et de l'expérience du profil retenu.

Le poste est situé à Saint Mandé, dans les locaux de l'IGN situés au 73 avenue de Paris (proximité métro ligne 1 et RER A).

Pourquoi nous rejoindre ?

L'IGN est riche de la diversité de ses métiers. Si vous avez une appétence pour les sujets d'innovation, que vous êtes curieux, et avez le sens du service public, participez au développement de l'IGN d'aujourd'hui et de demain !

En rejoignant l'IGN, vous travaillerez en équipe, dans une structure à taille humaine où tout le monde se connaît, où la vie associative, sportive, culturelle et sociale est riche et diversifiée, et dans un environnement agréable.

Comment postuler ?

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

en précisant impérativement la référence : **CCL_PROJET_SIRH**

Renseignements techniques : Nathalie CORNEVIN : 01 43 98 62 01

Renseignements administratifs : Cécile CLAYTON : 01 43 98 81 21

Chargé du suivi contractuel des marchés de production (F/H)

à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

(Fonctionnaire de catégorie A ou CDD 3 ans)

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt.

Sa vocation est de produire, représenter et diffuser des données de référence relatives à la connaissance du territoire national ainsi qu'aux forêts françaises et leur évolution.

Les principales données de l'Institut sont disponibles en ligne sur le site Géoportail et depuis 2021 en accès libre et gratuit. Les productions de l'IGN sont tournées vers l'appui aux politiques publiques : environnement, aménagement du territoire, ville durable, prévention des risques, agriculture, armées....

Dans un nombre croissant de domaines, l'IGN développe des productions collaboratives avec des collectivités locales et des communautés d'acteurs publics, privés ou citoyens.

Grâce à son école d'ingénieur, ENSG-Géomatique, et à ses équipes de recherche pluridisciplinaires, l'institut dispose d'un potentiel d'innovation de haut niveau dans de multiples domaines (géodésie, forêt, photogrammétrie, intelligence artificielle, analyse spatiale, visualisation 3D, etc.). L'IGN s'appuie sur plus de 1 500 agents, actifs dans l'ensemble des régions.

Quel est le contexte du poste ?

Au sein du Secrétariat Général (SG) de l'IGN, le service des achats et marchés est chargé du traitement de la commande publique, depuis la définition des stratégies d'achat jusqu'à la réception des fournitures et services commandés.

La mise en place d'opérations de sous-traitance massive pour de grands projets financés, notamment, par le fonds de transformation de l'action publique, impose une professionnalisation du suivi contractuel des marchés ainsi qu'un renforcement de l'appui des services métiers pour la définition de leur stratégie d'achat.

Il est donc envisagé de créer au sein du service des achats et marchés un nouveau pôle, rattaché à la chef de service, chargé du suivi contractuel des marchés de sous-traitance, qui regrouperait la chargée de mission administrative de suivi des marchés et contrats et les deux nouveaux agents chargés du suivi contractuel des marchés de sous-traitance et de l'appui à la définition de la stratégie achat.

Quelles seront vos missions ?

Le chargé du suivi contractuel des marchés de production a un rôle d'appui à la définition de la stratégie achat de l'établissement, en lien avec les directions opérationnelles. Il sera plus spécifiquement en charge des projets de production et pourra être amené à développer son expertise en fonction des besoins de l'établissement.

Au sein du service, vous aurez pour missions de :

- Conseiller les services métiers en amont de la passation du contrat sur la stratégie achat à adopter

- Piloter, organiser et participer aux réunions de lancement des marchés avec les fournisseurs pour préciser les modalités opérationnelles de la prestation, définir conjointement le calendrier détaillé d'exécution, de livraison, et de réception des prestations et produire une feuille de route partagée
- Participer aux réunions de suivi permettant d'identifier au plus tôt les aléas en cours d'exécution et contribuer à la préparation des actes contractuels correspondants (mises en demeure, pénalités, réfections, avenants...)
- Piloter et organiser une réunion de fin de marché avec tous les acteurs internes et externes permettant de formaliser un retour d'expérience et d'identifier les points contractuels à améliorer
- Contribuer aux dossiers de consultation des entreprises sur l'organisation des échanges contractuels avec les prestataires

Qui êtes-vous ?

Vous avez une bonne connaissance de la commande et des marchés publics, vous aimez les chiffres et les questions juridiques, et vous avez eu l'occasion de pratiquer la négociation dans le domaine des achats.

Vous êtes curieux et intéressé par les sujets techniques, et vous avez le souci de l'intérêt général.

Vous savez conduire un projet, vous positionner en facilitateur et communiquer avec des interlocuteurs de culture et de niveaux variés.

Vous faites preuve d'autonomie, de polyvalence et de réactivité, et êtes reconnu pour votre sens pratique et d'analyse. Vous savez alerter et rendre compte.

Vous aimez le travail en équipe et en transversalité, et vous disposez d'une bonne qualité d'expression, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Une expérience au sein de la fonction publique est souhaitable.

Le poste est à pourvoir par un fonctionnaire de catégorie A, ou par un contractuel sur la base d'un contrat public de trois ans, renouvelable. Il est à pourvoir dès que possible.

La rémunération sera fonction du diplôme et de l'expérience du profil retenu.

Le poste est situé à Saint Mandé, dans les locaux de l'IGN situés au 73 avenue de Paris (proximité métro ligne 1 et RER A).

Pourquoi nous rejoindre ?

L'IGN est riche de la diversité de ses métiers. Si vous avez une appétence pour les sujets d'innovation, que vous êtes curieux, et avez le sens du service public, participez au développement de l'IGN d'aujourd'hui et de demain !

En rejoignant l'IGN, vous travaillerez en équipe, dans une structure à taille humaine où tout le monde se connaît, où la vie associative, sportive, culturelle et sociale est riche et diversifiée, et dans un environnement agréable.

Comment postuler ?

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

en précisant impérativement la référence : **CCL_SAM_PROD**

Renseignements :

Mme Catherine DESTANDAU, Chef de service : 01.43.98.83.43

Mme Cécile CLAYTON, Chargée de développement des ressources humaines : 01.43.98.81.21

Chargé du suivi contractuel des marchés de sous-traitance informatique (F/H)

à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

(Fonctionnaire de catégorie A ou CDD 3 ans)

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt.

Sa vocation est de produire, représenter et diffuser des données de référence relatives à la connaissance du territoire national ainsi qu'aux forêts françaises et leur évolution.

Les principales données de l'Institut sont disponibles en ligne sur le site Géoportail et depuis 2021 en accès libre et gratuit. Les productions de l'IGN sont tournées vers l'appui aux politiques publiques : environnement, aménagement du territoire, ville durable, prévention des risques, agriculture, armées....

Dans un nombre croissant de domaines, l'IGN développe des productions collaboratives avec des collectivités locales et des communautés d'acteurs publics, privés ou citoyens.

Grâce à son école d'ingénieur, ENSG-Géomatique, et à ses équipes de recherche pluridisciplinaires, l'institut dispose d'un potentiel d'innovation de haut niveau dans de multiples domaines (géodésie, forêt, photogrammétrie, intelligence artificielle, analyse spatiale, visualisation 3D, etc.). L'IGN s'appuie sur plus de 1 500 agents, actifs dans l'ensemble des régions.

Quel est le contexte du poste ?

Au sein du Secrétariat Général (SG) de l'IGN, le service des achats et marchés est chargé du traitement de la commande publique, depuis la définition des stratégies d'achat jusqu'à la réception des fournitures et services commandés.

La mise en place d'opérations de sous-traitance massive pour de grands projets financés, notamment, par le fonds de transformation de l'action publique, impose une professionnalisation du suivi contractuel des marchés ainsi qu'un renforcement de l'appui des services métiers pour la définition de leur stratégie d'achat.

Il est donc envisagé de créer au sein du service des achats et marchés un nouveau pôle, rattaché à la chef de service, chargé du suivi contractuel des marchés de sous-traitance, qui regrouperait la chargée de mission administrative de suivi des marchés et contrats et les deux nouveaux agents chargés du suivi contractuel des marchés de sous-traitance et de l'appui à la définition de la stratégie achat.

Quelles seront vos missions ?

Le chargé du suivi contractuel des marchés a un rôle d'appui à la définition de la stratégie achat de l'établissement, en lien avec les directions opérationnelles. Il sera plus spécifiquement en charge des projets informatiques et pourra être amené à développer son expertise en fonction des besoins de l'établissement.

Au sein du service, vous aurez pour missions de :

- Conseiller les services métiers en amont de la passation du contrat sur la stratégie achat à adopter

- Piloter, organiser et participer aux réunions de lancement des marchés avec les fournisseurs, pour préciser les modalités opérationnelles de la prestation, définir conjointement le calendrier détaillé d'exécution, de livraison, et de réception des prestations et produire une feuille de route partagée
- Participer aux réunions de suivi permettant d'identifier au plus tôt les aléas en cours d'exécution et contribuer à la préparation des actes contractuels correspondants (mises en demeure, pénalités, réfections, avenants...)
- Piloter et organiser une réunion de fin de marché avec tous les acteurs internes et externes permettant de formaliser un retour d'expérience et d'identifier les points contractuels à améliorer
- Contribuer aux dossiers de consultation des entreprises sur l'organisation des échanges contractuels avec les prestataires

Qui êtes-vous ?

Vous avez une bonne connaissance de la commande et des marchés publics, vous aimez les chiffres et les questions juridiques, et vous avez eu l'occasion de pratiquer la négociation dans le domaine des achats.

Vous êtes curieux et intéressé par les sujets techniques, et vous avez le souci de l'intérêt général.

Vous savez conduire un projet, vous positionner en facilitateur et communiquer avec des interlocuteurs de culture et de niveaux variés.

Vous faites preuve d'autonomie, de polyvalence et de réactivité, et êtes reconnu pour votre sens pratique et d'analyse. Vous savez alerter et rendre compte.

Vous aimez le travail en équipe et en transversalité, et vous disposez d'une bonne qualité d'expression, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Une expérience au sein de la fonction publique est souhaitable.

Le poste est à pourvoir par un fonctionnaire de catégorie A, ou par un contractuel sur la base d'un contrat public de trois ans, renouvelable. Il est à pourvoir dès que possible.

La rémunération sera fonction du diplôme et de l'expérience du profil retenu.

Le poste est situé à Saint Mandé, dans les locaux de l'IGN situés au 73 avenue de Paris (proximité métro ligne 1 et RER A).

Pourquoi nous rejoindre ?

L'IGN est riche de la diversité de ses métiers. Si vous avez une appétence pour les sujets d'innovation, que vous êtes curieux, et avez le sens du service public, participez au développement de l'IGN d'aujourd'hui et de demain !

En rejoignant l'IGN, vous travaillerez en équipe, dans une structure à taille humaine où tout le monde se connaît, où la vie associative, sportive, culturelle et sociale est riche et diversifiée, et dans un environnement agréable.

Comment postuler ?

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

en précisant impérativement la référence : **CCL_SAM_INFO**

Renseignements :

Mme Catherine DESTANDAU, Chef de service : 01.43.98.83.43

Mme Cécile CLAYTON, Chargée de développement des ressources humaines : 01.43.98.81.21

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Val de Loire
12 place Anatole France
37000 TOURS**

Ingénieur(e) territorial(e) – Site de Tours

N° du poste :	
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel	Cotation part fonction PFR :
postes catégorie A(*) : 1	Groupes RIFSEEP : 4
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique publique relative aux produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions. La délégation territoriale Val de Loire intervient sur environ 250 produits sous SIQO (filières viticole et agro-alimentaire) localisés dans les régions Pays de la Loire et Centre, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ce territoire. La DT est composée de 2 sites territoriaux (Tours et Angers) et une antenne à Nantes.
Objectifs du poste	Conduire des projets dont la délégation a la responsabilité, sur une ou plusieurs missions de l'Institut.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	1/ Sous l'autorité du délégué territorial, il sera chargé, en relation avec les groupements professionnels (Organismes de Défense et de Gestion) et les organismes de contrôle : - de l'instruction des demandes de reconnaissance et de modifications des cahiers des charges définissant les SIQO ; - de l'instruction des plans de contrôle et la supervision des contrôles ; - du suivi des produits sous SIQO et de leurs organismes de défense et de gestion. Ces activités comportent l'animation : - d'équipes pluridisciplinaires d'agents de l'INAO ; - de commissions de professionnels et d'experts nommés par les instances de l'INAO ; - de relations avec les échelons locaux des administrations et des collectivités locales. 2/ L'ingénieur sera particulièrement chargé de la gestion de projets dans les secteurs avicoles, bovins et sel. 3/ Il assurera en outre des missions coordination : - au sein de la délégation mais également avec des services centraux ; - de mise à jour de la base de données Intranet/Extranet au sein de la DT, il est un appui technique auprès des agents de la DT dans l'utilisation de cet outil ; - en lien avec le service national contrôle de l'instruction des plans de contrôle et la supervision des contrôles dans l'ensemble des filières agro de la délégation territoriale. 4/ Il sera également conduit à informer et communiquer sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, des établissements d'enseignement et à assurer la représentation de l'INAO en appui du délégué territorial.
Champ relationnel du poste	Services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles et professionnels membres des comités nationaux Déplacements fréquents
Compétences liées au poste	Savoirs :
	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de la réglementation, des concepts des SIQO et des procédures de contrôle - Connaissances de l'environnement institutionnel et professionnel - Techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires - Economie des filières agricoles et agroalimentaires
	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement et animation d'équipe - Pilotage de projets - Capacités d'analyse et de synthèse - Conduite de réunion - Sens de la communication et du contact avec les professionnels - Expression écrite et orale - Maîtrise des outils bureautiques - Autonomie
	<i>Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée</i>

Personnes contacter	à Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressés à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Monsieur Pascal CELLIER, délégué territorial Val de Loire – Tel. 02.41.87.33.36 - Courriel : p.cellier@inao.gouv.fr
--------------------------------	---